

## *Une législature sous le signe des tensions*

Interview de Jean Faniel  
par Ann-Charlotte Bersipont et Bernard Demonty

**Q** quatre ans après le scrutin du 25 mai 2014, et à un an de la fin de la législature, on peut tirer un premier bilan de celle-ci au niveau fédéral. Deux mots prévalent : tension et polarisation.

Comment qualifier la législature en cours, complétée à 80 % ?

**Jean Faniel :** Cette législature a jusqu'ici été placée sous le signe des tensions. Cela s'explique par les actes fondateurs : la mise en place d'une majorité fédérale inédite dans sa composition – et avec un déséquilibre nord/sud qu'on connaît – ainsi qu'une asymétrie avec les entités fédérées. Il y a eu une rupture avec la période de 15 ans qui précède – où les socialistes et les libéraux ont gouverné ensemble, de 1999 à 2014. On est passé de gouvernements plutôt centristes par la force des choses, puisqu'ils associaient socialistes et libéraux, à un gouvernement marqué assez nettement à droite. Ça a induit une série de tensions entre francophones et néerlandophones, entre gauche et droite. Il y a eu des tensions internes au monde politique mais aussi avec d'autres interlocuteurs comme les syndicats et les mutuelles. Il y a également eu des tensions d'autre nature, comme les attentats. Sur le plan international, il y a eu un moment de tension fort avec le CETA (l'accord commercial entre le Canada et l'Union européenne) en Wallonie. Le premier élément qui caractérise cette législature, c'est donc le fait qu'elle est sous tension.

Quel est le deuxième élément ?

L'autre mot-clé, c'est la polarisation. On la retrouve sur les dossiers liés à la migration, par exemple, ainsi qu'à différents étages : entre les niveaux de pouvoir (entre le fédéral et la Région wallonne jusqu'au changement de majorité en juin 2017) mais aussi au sein du gouvernement fédéral. En Flandre, la polarisation se dessine de plus en plus entre la N-VA et Groen : en termes de projet politique, deux pôles s'opposent. Du côté francophone, on voit ces jours-ci une polarisation gauche-droite qui s'affirme et le CDH qui choisit un peu son camp, en sachant qu'il avait choisi un autre camp pendant une partie de la législature.

**Dans ce contexte, comment la suédoise s'en sort-elle ?**

Ce qui est frappant, c'est que ce gouvernement promis à une mort certaine et rapide au début – on l'appelait « kamikaze » – est toujours bien là. Il peut y avoir des événements subis et inopinés qui peuvent encore le faire tomber, mais on est passé d'une situation où, il y a 3 ans, on disait toutes les semaines qu'il allait tomber, à une situation où on ne voit pas vraiment ce qui le ferait chuter.

**Comment l'expliquer, alors qu'il y a eu plusieurs crises ? L'affaire Bakraoui, celle des Soudanais, les excès de Francken...**

Par la solidarité gouvernementale avant tout. Chaque parti voit ce qu'il engrange dans cette coalition : les libéraux flamands et francophones, la N-VA qui peut mettre une bonne partie de son programme en application, même si sur le plan institutionnel, cela l'oblige à avaler certaines couleuvres. Le CD&V est longtemps apparu comme le maillon faible mais finalement la politique menée semble lui convenir, à savoir une politique de centre-droit qu'il essaie de tempérer relativement.

Si on prolonge le trait, dans un an, si les résultats le permettent, les membres de la coalition devraient logiquement se dire « on a fait du bon boulot ensemble, continuons ».

**Croyez-vous au scénario des élections anticipées ?**

Je pense que les intérêts de la N-VA sont ambivalents et que c'est à elle de faire l'arbitrage. Faire des élections anticipées à la Chambre donnerait plus de lustre à l'élection du Parlement flamand car elle serait alors découplée du fédéral. L'inconvénient, c'est de savoir sur quoi faire tomber la majorité pour ne pas apparaître comme infréquentable. Je pense que la N-VA a plus besoin du MR que le MR a besoin de la N-VA. Si la N-VA s'isole, il y a un risque qu'elle s'isole trop fort ou pour trop longtemps. Je pense que ce scénario a des parts de plausibilité mais ce n'est pas le plus probable. Jusqu'à présent, la N-VA s'est dit qu'elle avait plus à gagner à rester. Elle pourrait s'offrir le luxe de retirer la prise, sauf que, si l'idée c'est de repartir sur une deuxième coalition de la même nature pour avancer, se brouiller avec ses partenaires juste avant, c'est compliqué.

**Charles Michel dit que le gouvernement a réformé de manière historique. Peut-on le rejoindre sur ce point ?**

Sur la sécurité sociale, les réformes sont profondes : chômage, retour au travail, maladie et invalidité, pensions... C'est un gouvernement qui avance, c'est incontestable, et qui pose des jalons qui auront des conséquences à long terme, s'il n'y a pas de virage à 180 degrés entre-temps. On peut être critique ou bienveillant par rapport à ces réformes, selon son camp et ses options politiques.

### **Comment qualifieriez-vous sa communication ?**

C'est une communication offensive, et c'est un des éléments qui expliquent pourquoi la suédoise tient sur la durée. Charles Michel a réussi à faire en sorte que les gouttes lui glissent sur l'imperméable. Il est passé à travers la contestation sociale massive et les attaques de l'opposition. Il est habile en communication pour maintenir la solidité de son équipe, mais il communique aussi de manière offensive avec des termes bien sentis par rapport à ses adversaires. Dans l'interview qu'il a accordée au *Soir* paru le 19 mai, ce qu'il dit en filigrane d'Elio Di Rupo à plusieurs reprises est extrêmement fort. Il décoche des uppercuts à chaque réponse dans un passage. Il parle de trumpisation de la gauche francophone. En tant que scientifique, je suis plutôt mal à l'aise : parler de trumpisation à propos de la gauche, il y a là un brouillage décoiffant. Il joue aussi de cela.

### **Il reste quelques mois avant les élections communales et un an avant les élections législatives : dans ce contexte, le gouvernement est-il encore en état de faire des réformes majeures ?**

Pour le moment, la campagne électorale pour le niveau communal reste sur un mode relativement gentil et mineur. Avec le calendrier et les vacances, la campagne démarrera vraiment en septembre. La question est : est-ce qu'elle va s'arrêter avant le 26 mai 2019 ? On va entrer dans une campagne à peu près permanente. C'est problématique pour le gouvernement wallon, en place depuis moins d'un an. Ce dernier a encore bien besoin des mois qui restent pour faire avancer certaines choses. Ce ne sera pas évident pour le MR et le CDH de faire avancer les choses de façon suffisamment frappante dans un climat de campagne.

### **Et au fédéral ?**

À ce niveau, on sera peut-être plus tenté de mettre le moteur en sous-régime en se disant que la campagne va être longue et difficile, si l'on en croit les anathèmes jetés dès maintenant sur les uns et les autres. La question, c'est : qu'est-ce qu'ils veulent encore absolument faire aboutir ? Dans vos colonnes, Charles Michel a évoqué son projet de s'attaquer aux emplois vacants.

Or, depuis la sixième réforme de l'État, le fédéral n'a plus du tout les coudées franches en la matière. Il peut travailler sur les réductions de cotisations sociales, mais c'est relativement faible par rapport aux questions de formation professionnelle ou d'enseignement.

### **Venons-en au communautaire. A-t-il été vraiment mis au frigo sous cette législature ? Et le frigo va-t-il s'ouvrir au prochain scrutin ?**

Sur le plan institutionnel, le communautaire est globalement resté au frigo, oui. Il n'y a pas eu de nouveau transfert de compétences. Je ne suis pas convaincu que cette nouvelle réforme de l'État arrive rapidement. La dynamique a évolué au nord du pays. Lors des précédentes réformes, il y avait un consensus du côté flamand. Aujourd'hui, quand vous prenez Groen, le SP.A, l'Open VLD et, à certains égards, le CD&V, le discours n'est pas de dire qu'il faut une septième réforme de l'État ou en tout cas, pas tout de suite.

Certains estiment même qu'il faudrait refédéraliser certaines compétences. On ne voit pas aujourd'hui ce qui rendrait une septième réforme de l'État pressante. À part une hypothèse : si, au soir des élections, on a une configuration avec une Flandre encore plus à droite et la Wallonie et Bruxelles fort marquées à gauche, de manière à ne pas permettre une reconduction de la suédoise. L'aventure institutionnelle reviendrait plus en avant.

Cet article a été publié dans : *Le Soir*, 25 mai 2018.

Pour citer cet article dans son édition électronique : Jean FANIEL (interviewé par Ann-Charlotte BERSIPONT et Bernard DEMONTY), « Une législature sous le signe des tensions », *Les @analyses du CRISP en ligne*, 25 mai 2018, [www.crisp.be](http://www.crisp.be).